

La campagne s'envenime à 22 jours du premier tour

2022
PRÉSIDENTIELLE

Emmanuel Macron a commémoré hier la fin de la guerre d'Algérie. Ses rivaux, eux, continuent d'arpenter le terrain, et ne se privent pas de l'attaquer avec virulence.

Au lendemain d'un déplacement à Pau où il a défendu son projet de réélection, Emmanuel Macron a retrouvé hier ses habits de chef de l'État, commémorant dans une relative discrétion le 60^e anniversaire des Accords d'Évian du 19 mars 1962. Lors d'une cérémonie à l'Élysée, il a dit « *assumer* » les gestes mémoriels depuis le début de son quinquennat, parfois controversés, en se disant persuadé qu'« *un jour viendra où l'Algérie fera ce chemin* ». Mais, a-t-il relevé, « *il y aura inmanquablement des moments d'énervernement dans cette difficile réconciliation des mémoires* » sur la guerre d'Algérie, dont le traumatisme se fait encore sentir. Plusieurs candidats de droite et d'extrême droite ont critiqué cet anniversaire, arguant du fait que les massacres s'étaient poursuivis jusqu'à l'indépendance de l'Algérie le 5 juillet 1962.

« L'élection n'est pas jouée du tout »

« *Il y a 150 000 harkis qui ont été tués après cette date. Il y a 10 000 pieds-noirs qui ont été tués après cette date. Donc, non, je n'ai pas envie de commémorer cette date comme la fin de la guerre* », a déclaré Marine Le Pen (RN), samedi à Courtenay (Loiret). Sa rivale de droite Valérie Pécresse s'était pour sa part



Le Président Emmanuel Macron est la cible de nombreuses piques de la part de ses adversaires Valérie Pécresse, Éric Zemmour, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, notamment à cause de sa décision de ne pas débattre avec eux. (Photos AFP)



engagée vendredi à trouver, si elle est élue, « *une autre date* » que le 19 mars. Dans cette campagne particulière en pleine guerre en Ukraine, tous les compteurs semblent être au vert pour Emmanuel Macron, qui a reçu hier le soutien du collectif de gauche du Printemps républicain. Il alterne son rôle de chef de l'État et de candidat, et impose à une opposition éclatée son tempo et son agenda, refusant d'en découdre avec ses adversaires. Ceux-ci l'accusent en retour d'esquiver la confrontation directe. Emmanuel Macron surfe sur

la vague des sondages qui lui accordent plus ou moins 30 % des intentions de vote au premier tour le 10 avril, loin devant Marine Le Pen (16 à 18 %). Et les sondages donnent Emmanuel Macron vainqueur au second tour dans tous les scénarios. En face, ses adversaires se disent malgré tout convaincus que rien n'est joué, alors qu'émerge la question de la légitimité d'un président qui serait réélu sans véritable débat, et sur fond de craintes d'abstention massive. Le candidat d'extrême gauche Philippe Poutou a estimé hier sur France 2 que

« *contrairement à ce qu'Emmanuel Macron veut faire croire, l'élection n'est pas jouée du tout. M. Macron refuse un débat, on est en train de truquer l'élection* ».

Président-candidat « illusionniste »

À droite, la candidate LR, qui subit une lente érosion dans les sondages (autour de 11 %), concentre ses attaques sur Emmanuel Macron, dénonçant comme hier un président-candidat « *illusionniste, qui a fait disparaître son bilan et ne veut pas qu'on en parle* ». Son rival Éric Zemmour s'efforce pour sa part de remo-

Marine Le Pen mise sur le pouvoir d'achat

La candidate RN Marine Le Pen s'est présentée, hier à Courtenay (Loiret), comme la candidate du pouvoir d'achat, en fustigeant la politique énergétique d'Emmanuel Macron, qui pousse les Français à « *choisir entre manger et se chauffer* ». « *J'ai démarré la campagne avec le pouvoir d'achat au mois de septembre parce que déjà, à l'époque, on voyait une explosion du prix de l'énergie, du gaz, du fioul, de l'électricité, du carburant et tout le reste* », a-t-elle rap-

pelé, indiquant sa volonté de rendre « *150 ou 200 euros à chaque ménage* ». Pour y parvenir, elle compte notamment baisser la TVA sur l'énergie de 20 % à 5,5 % ou compter une « *demi-part pleine pour le deuxième enfant* » dans le calcul de l'impôt. « *Il faut s'y attaquer immédiatement après l'élection* », a-t-elle jugé. « *Le pouvoir d'achat, ce n'est pas conjoncturel, c'est un problème structurel. Il faut rendre leur argent aux Français.* »

biliser ses troupes, accusant Emmanuel Macron et Marine Le Pen de « *tenter de voler l'élection* ». « *Ils veulent réinstaurer le match Le Pen-Macron dont vous ne vouliez plus, ce spectacle de catch où tout est truqué, entre l'éternel adolescent et l'éternelle perdante* », a-t-il lancé. L'ex-polémiste plafonne entre 11 et 13 % des intentions de vote et traverse une séquence délicate. À gauche, la bataille fait tout autant rage entre le leader de LFI Jean-Luc Mélenchon, le mieux placé dans les sondages, et ses rivaux écologiste Yannick Jadot et dans

une moindre mesure la socialiste Anne Hidalgo et le communiste Fabien Roussel. Ces derniers ont multiplié les attaques visant le candidat de la gauche radicale sur ses prises de position dans le conflit en Ukraine, Yannick Jadot fustigeant par exemple son « *non-alignement et sa capitulation* » devant Vladimir Poutine. Jean-Luc Mélenchon s'efforce lui d'amplifier sa dynamique actuelle et prévoit de rassembler plusieurs dizaines de milliers de personnes dans une marche aujourd'hui à Paris, « *Pour la VI^e République* ».

Quand Valérie Pécresse cite des personnalités pour son gouvernement... sans les prévenir

La candidate LR Valérie Pécresse a évoqué hier sur France 2 ses « *idées de personnalités* » à faire entrer au gouvernement si elle est élue : le général Pierre de Villiers, la romancière Leïla Slimani, et le judoka Teddy Riner, qui prépare les JO-2024. « *J'aimerais voir entrer le général Pierre de Villiers à la Défense, Teddy Riner à la jeunesse, Leïla Slimani à la Francophonie* », a indiqué la candidate à la présidentielle dans le journal de 13 h. « *Par leur rayonnement, par leur*

connaissance des Français et de leurs portefeuilles ministériels », ces personnalités auraient « *des compétences extrêmement précieuses pour un gouvernement que je veux former le plus largement possible, pour redonner sa souveraineté militaire à la France, pour redonner espoir à notre jeunesse, et puis pour faire du français la grande cause du quinquennat* », a-t-elle estimé. Problème, les personnes citées ont semblé quelque peu tomber des nues lors de cette annonce.

« *Je n'étais pas au courant préalablement de cette déclaration de Madame Pécresse, et je ne serai pas son ministre de la Défense* », a réagi le général Pierre de Villiers, ancien chef d'état-major des armées.

Teddy Riner préfère en rire

Son frère Philippe de Villiers, ancien député vendéen et ex-secrétaire d'État, soutient Éric Zemmour pour la présidentielle et a dénoncé des « *procédés déloyaux de voyous que d'annon-*

cer des noms qui n'ont même pas été approchés ». Selon Franceinfo, la romancière Leïla Slimani a également opposé une fin de non-recevoir : « *Je trouve ça très inélégant. Rien ne me ferait plus horreur ! Ceci dit, ça ferait une belle idée de roman !* », a-t-elle estimé. Quant au judoka Teddy Riner, il vient d'entamer sa préparation pour les Jeux olympiques de Paris-2024. Selon Franceinfo, il a réagi par un simple emoji représentant un visage hilare.

Un débat chez « Baba »

Valérie Pécresse va participer à l'émission de Cyril Hanouna « *Face à Baba* » mercredi soir sur C8. Elle sera la quatrième à s'y rendre après Éric Zemmour, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen. La candidate LR avait annulé sa venue début mars en invoquant la guerre en Ukraine et le contexte international. Sauf changement de dernière minute, elle devrait notamment débattre avec Marion Maréchal, soutien d'Éric Zemmour et nièce de Marine Le Pen.